

# Les perspectives d'évolution des relations russo-turques dans le nouvel environnement géostratégique

Ana Pouvreau

Spécialiste des mondes russe et turc. Écrivain et chercheur en sciences politiques, docteur ès lettres de l'Université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques, elle est l'auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie.

Les relations entre la Russie et la Turquie, qui étaient en voie de détérioration rapide depuis la destruction d'un avion *Sukhoi*, par l'armée de l'air turque en novembre 2015, à la frontière turco-syrienne, ont connu un revirement inattendu après la tentative de *putsch* en Turquie du 15 juillet 2016 <sup>(1)</sup>. En dépit de visions stratégiques antagonistes qui, à première vue, paraissaient irréconciliables, notamment sur le conflit syrien <sup>(2)</sup>, les deux puissances poursuivent à nouveau, avec une nouvelle vigueur, le rapprochement qu'elles avaient progressivement amorcé dès la fin de l'Union soviétique en 1991 <sup>(3)</sup>. La coopération entre les deux puissances s'est progressivement élargie aux secteurs de l'énergie – gaz et nucléaire – pour concerner plus récemment la coopération en matière de défense et le partage du renseignement. L'assassinat de l'ambassadeur de Russie, Andreï Karlov, par un policier turc, le 19 décembre 2016, à Ankara, ne semble pas menacer, pour l'heure, la pérennité de la relation russo-turque. Les pourparlers sur l'avenir de la Syrie, désormais conduits sous l'égide de la Russie (maître d'œuvre dans ces négociations), de l'Iran et de la Turquie, en sont l'illustration.

Dans le nouveau contexte géostratégique caractérisé par la montée en puissance de la Russie en mer Noire et du renforcement de son influence dans le Bassin méditerranéen, le rapprochement russo-turc est devenu une source d'inquiétude grandissante pour les États-Unis, ces derniers considérant la Turquie comme un partenaire stratégique essentiel et un allié de premier plan au sein de l'Otan.

Dans ces conditions, la consolidation des liens qui unissent désormais la Russie et la Turquie est-elle de nature à mettre en péril le *statu quo* et les équilibres

(1) Le bilan officiel révisé est de 290 morts. Il y eut 1 500 blessés. Les purges qui s'ensuivirent donnèrent lieu à la suspension de près de 100 000 fonctionnaires. Près de 60 000 (dont plus de 9 300 policiers) ont été limogés. À ce jour, près de 40 000 personnes sont toujours détenues.

(2) Ana Pouvreau : « Les relations entre la Russie et la Turquie à l'épreuve du conflit en Syrie », *RDN* en ligne, Tribune n° 716, 3 décembre 2015 ([www.defnat.com](http://www.defnat.com)). Outre les divergences sur la Syrie, des sujets tels que la reconnaissance du génocide arménien, la situation dans l'enclave du Nagorno-Karabakh ou bien celle des Tatars de Crimée après l'annexion de la péninsule par la Russie en mars 2014, constituent autant de pierres d'achoppement entre la Russie et la Turquie.

(3) La Russie est devenue le premier partenaire commercial de la Turquie à partir de 2008.

géostratégiques qui, par le biais des alliances forgées lors de la guerre froide, avaient permis de préserver la paix du monde occidental ?

### **Le tournant du coup d'État manqué (15 juillet 2016)**

Selon certains médias russes, les services de renseignement de la Fédération de Russie auraient intercepté des informations relatives à un complot fomenté par des militaires et les auraient transmises aux autorités turques, sauvant ainsi le régime turc <sup>(4)</sup>. Le rôle joué par la Russie dans l'échec de la conspiration aurait ainsi été déterminant, ce qui expliquerait le revirement opéré par la Turquie dans ses relations avec la puissance russe.

Par ailleurs, certaines analyses parues notamment sur la chaîne saoudienne *Al-Arabya* et sur le site arabe d'informations basé à Washington, *Al-Monitor*, font état de l'existence d'un groupe pro-russe, isolationniste, laïc, anti-occidental, anti-américain et pantouraniste (tourné vers le Caucase et l'Asie centrale plutôt que vers l'Europe et l'Occident), opérant, au sein de l'appareil d'État, sous la houlette de Dogu Perinçek <sup>(5)</sup>, et dont le rôle aurait été considérable dans l'échec du *putsch* <sup>(6)</sup>. Constituée de hauts responsables militaires, d'officiers, de membres des services de renseignement et de magistrats, cette entité aurait permis d'empêcher toute cohésion au sein des forces armées et de sécurité dans la préparation du *putsch*, le condamnant ainsi à l'échec.

L'orientation pro-russe de ce groupe influent ne ferait qu'accroître l'atmosphère générale de défiance en Turquie vis-à-vis de l'Occident, des États-Unis et de l'Otan. Les relations entre Ankara et Washington souffrent, depuis le début du conflit en Syrie, du soutien apporté par les États-Unis aux Kurdes syriens affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre lequel la Turquie mène une guerre à la fois sur son territoire national et au Nord de l'Irak. Par ailleurs, le pouvoir turc est préoccupé par le refus des États-Unis de répondre favorablement à sa demande d'extradition de l'imam Fethullah Gülen, accusé d'avoir fomenté le coup d'État depuis les États-Unis, où il est en exil depuis 1999. De surcroît, la Turquie se montre amère quant aux réticences de l'Union européenne concernant la levée d'une obligation de visas pour les ressortissants turcs. Enfin, selon le professeur Julian Lindley-French, vice-président de l'Association du Traité Atlantique (ATA), la Turquie serait surtout échaudée par le peu de soutien manifesté par les Occidentaux lors de la tentative de coup militaire. Elle considérerait désormais que « sa sécurité

(4) « *Russia Warned Turkish Government About Imminent Coup - Reports* », *The Moscow Times*, 21 juillet 2016 ([www.themoscowtimes.com](http://www.themoscowtimes.com)).

(5) Président du Parti des travailleurs turcs, rebaptisé le Parti de la patrie, parti politique d'extrême-gauche nationaliste.

(6) Metin Gurcan : « *Power struggle erupts in Turkey's security structure* », *Al-monitor*, 12 octobre 2016 ([www.al-monitor.com](http://www.al-monitor.com)). Voir également l'article du journaliste Mahir Zeynalov : « *Russian Role In Thwarting Turkey's Coup* », *Huffington Post*, 5 novembre 2016 ([www.huffingtonpost.com](http://www.huffingtonpost.com)).

et ses intérêts vitaux ne sont plus nécessairement garantis par la proximité avec l'Occident, qu'elle juge faible, et avec l'UE jugée inconséquente » <sup>(7)</sup>.

Ces crispations se sont traduites par des déclarations particulièrement critiques vis-à-vis de l'Otan, de la part du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu à l'agence d'informations russe *Sputnik* indiquant que l'Alliance atlantique était réticente à coopérer avec l'allié turc et qu'il était regrettable que l'Occident traite la Turquie et la Russie comme des « pays de second ordre » <sup>(8)</sup>.

## Une coopération russo-turque préoccupante pour l'Occident

### **Une coopération dans le secteur énergétique aux implications géostratégiques importantes**

Le nouveau projet de gazoduc sous la mer Noire – Turkstream (*Turetskij potok* en russe) – construit sous l'égide du géant gazier russe Gazprom, signé le 10 octobre 2016, contournera l'Ukraine et passera par la Grèce. Les tranches du gazoduc (d'une capacité totale de 63 milliards de mètres cubes par an), qui seront construites ultérieurement, alimenteront les pays de l'UE <sup>(9)</sup>.

Avec l'aide de la Russie, la Turquie est également entrée, le 14 avril 2015, dans l'ère du nucléaire civil. La construction de la première centrale nucléaire du pays sur le site d'Akkuyu, sur la côte méditerranéenne entre Antalya et Adana, à la suite de la signature, le 12 mai 2010, d'un accord de 20 milliards de dollars, entre le gouvernement turc et l'agence nucléaire d'État russe Rosatom, est en cours.

La Turquie insiste sur le fait qu'elle n'envisage pas de produire elle-même du combustible nucléaire – celui-ci sera fourni par Rosatom <sup>(10)</sup> – et continue de souligner qu'elle ne possède pas l'infrastructure adéquate, ni pour enrichir l'uranium ni pour procéder au retraitement des déchets nucléaires. Cependant, il n'est pas exclu que l'une des motivations sous-jacentes du rapprochement avec la Russie soit liée à de nouvelles ambitions nucléaires turques, à la fois dans le domaine civil et, à plus long terme, dans le domaine militaire <sup>(11)</sup>, ce qui s'inscrirait dans le projet du président Erdogan de faire de la Turquie une grande puissance globale à l'horizon 2023, année du centenaire de la création de la République de Turquie.

---

(7) Entretien avec l'auteur, 4 janvier 2017.

(8) « *Interview of H.E. Mr. Mevlüt Çavuşoğlu to Sputnik, 18 August 2016, Ankara* », site Internet du ministère des Affaires étrangères turc (mfa.gov.tr).

(9) « *Greece, Russia to cooperate on Turkish Stream pipeline* », *Today's Zaman*, 19 juin 2015.

(10) Sinan Ülgen : « *Turkey and the bomb* », *Nuclear Policy*, Carnegie Endowment Center for International Peace, février 2012 (www.carnegieendowment.org).

(11) Ana Pouvreau : « *L'impact stratégique des nouveaux choix énergétiques de la Turquie* », *Revue Défense Nationale*, n° 783, octobre 2015, p. 62-67.

### **La coopération dans le domaine de la défense**

Selon le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu, au vu du peu d'intérêt manifesté par ses Alliés dans l'Otan, la Turquie pourrait envisager une coopération avec la Russie en matière de défense <sup>(12)</sup>. Cette possibilité constitue une source de vive inquiétude, notamment pour les États-Unis, partenaire important pour la Turquie dans le domaine des équipements de défense (avions de combat et hélicoptères), mais aussi en ce qui concerne des projets conjoints comme le projet d'avion multirôle *F-35 Joint Strike Fighter*. La volonté turque de diminuer la dépendance du pays vis-à-vis des États-Unis s'était déjà manifestée dès 2013 par le choix inattendu d'un constructeur chinois <sup>(13)</sup> pour assurer ses besoins dans le domaine de la défense antimissiles. Finalement, en novembre 2015, la Turquie avait renoncé à son projet sous la pression de ses Alliés de l'Otan.

### **Le partage du renseignement et des infrastructures militaires**

La Russie participerait désormais, de manière non officielle, à un échange dans le domaine du renseignement militaire avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, sur le conflit en Syrie. En fournissant des rapports de reconnaissance, Moscou aiderait les forces armées turques dans l'opération *Bouclier de l'Euphrate*, conduite contre l'État islamique et contre les groupes kurdes syriens <sup>(14)</sup>.

Pour le général Sir Richard Shirreff, ex-Commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe à l'Otan entre 2011 et 2014, le caractère mouvant des alliances forgées récemment par la Turquie donne lieu à de nombreuses interrogations. Parmi celles-ci : « Notre grande inquiétude, indique-t-il, est liée à la perspective de voir un jour des avions russes décoller de la base turque d'Inçirlik pour aller frapper des objectifs » <sup>(15)</sup>. Cette base aérienne située non loin d'Adana dans le Sud de la Turquie, a été mise à disposition des États-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Qatar et de l'Arabie saoudite <sup>(16)</sup>.

Déjà peu avant le coup d'État manqué, le 3 juillet 2016, le ministre des Affaires étrangères turc avait déclaré que la Turquie était prête à une telle coopération avec la Russie : « Nous avons ouvert la base aérienne d'Inçirlik à ceux qui souhaitent lutter avec efficacité contre *Daech* [...] Pourquoi ne pas coopérer avec la Russie également selon ces mêmes termes ? ». Le ministre publia un démenti concernant une telle éventualité dès le lendemain <sup>(17)</sup>.

(12) « Interview of H.E. Mr. Mevlüt Çavuşoğlu to Sputnik, 18 August 2016, Ankara », *op. cit.*

(13) Il s'agissait de la société chinoise China Precision Machinery Import Export Corp (CPMIEC).

(14) Tom Parfitt : « Turkey and Russia share military intelligence », *The Times*, 25 octobre 2016 ([www.thetimes.co.uk](http://www.thetimes.co.uk)).

(15) Entretien avec l'auteure en Grande-Bretagne, 23 septembre 2016.

(16) Ana Pouvreau : « Les implications du tournant stratégique turc », *RDN* en ligne, Tribune n° 695, 6 octobre 2015 ([www.defnat.com](http://www.defnat.com)).

(17) « I did not say Russian jets could use Inçirlik: Turkish FM », *Hürriyet Daily News*, 4 juillet 2016 ([www.hurriyetdailynews.com](http://www.hurriyetdailynews.com)).

## Des inquiétudes persistantes

### ***Une instabilité préoccupante***

Pour le général Shirreff, en décimant les plus hautes autorités militaires et civiles du pays, les purges massives conduites par le pouvoir turc à la suite du coup d'État manqué, ont eu un effet profondément déstabilisateur, qui accroît la vulnérabilité de l'État turc, en particulier face à la puissance russe. En effet, 4 600 militaires ont été limogés, 13 000 ont été arrêtés. Une centaine d'officiers généraux en activité ont été incarcérés, amputant ainsi d'un tiers la haute hiérarchie militaire, dans une volonté d'éliminer, selon le Président turc, « les virus présents au sein des forces armées » et d'éviter « les métastases » que représenterait « le cancer du gülenisme »<sup>(18)</sup>. À noter également le rapatriement, suivi de l'arrestation et de la mise en détention de 149 militaires turcs qui étaient en poste à l'Otan dans plusieurs pays alliés<sup>(19)</sup>.

### ***Inquiétudes sur les équilibres géostratégiques en mer Noire***

Un infléchissement de la Turquie sur l'analyse de la situation en mer Noire a pu être observé depuis la tentative de coup militaire. En effet, dès l'annexion de la Crimée par la Russie, la Turquie dénonçait avec véhémence les intentions russes de transformer la mer Noire en « lac russe », comme l'indiquait le président Erdogan en mai 2016, et appelait l'Otan à y renforcer sa présence. Actuellement, la Turquie laisse entendre qu'une consolidation de la coopération russo-turque permettrait de réduire les tensions latentes et la volatilité de la situation géostratégique. Lors de sa visite à Moscou en décembre 2016, le Premier ministre turc, M. Binali Yildirim a indiqué que la Russie et la Turquie – les deux pays les plus puissants de la mer Noire – allaient développer tous les aspects de leurs relations. La Russie, pour sa part, s'est opposée à l'idée de création d'une flottille en mer Noire sous l'égide de l'Otan, idée qui avait été proposée par la Roumanie.

Cette position inquiète vivement les Alliés en raison de la montée en puissance russe dans la région. En septembre 2016, le général Valéri Guérassimov, chef d'état-major des forces armées de la Fédération de Russie et vice-ministre de la Défense, indiqua que la flotte russe de la mer Noire était désormais plus puissante que les forces navales turques et que celle-ci était en mesure de frapper les détroits du Bosphore. Le général se félicita des nouvelles acquisitions de la flotte de la mer Noire, notamment des sous-marins capables de lancer des missiles de croisières *Kalibr* ; de nouveaux avions, ainsi que du déploiement en Crimée du système de missiles de défense côtière *Bastion*, dont le rayon d'action est de 350 km, donc

---

(18) Abdi Sheikh : « *Turkey's anti-Gülen crackdown ripples far and wide* », *Reuters*, 30 juillet 2016 (reuters.com).

(19) « *Turkey fires NATO military envoys after failed coup: Report* », *Hürriyet Daily News*, 12 octobre 2016 (hurriyetdaily-news.com). Voir également Ana Pouvreau : « L'évolution du rôle de l'institution militaire en Turquie 2003-2015 », *RDN* en ligne, Tribune n° 648, 15 mai 2015 (www.defnat.com).

jusqu'au Bosphore <sup>(20)</sup>. Les États-Unis, pour leur part, redoutent aujourd'hui que la Russie ne développe, à partir de sa flotte de la mer Noire, des bulles anti-accès et déni de zones contre les États-Unis et leurs Alliés en Méditerranée orientale. Si cela se réalisait, l'accès au canal de Suez, à la mer Noire et à la Méditerranée orientale serait dépendant de la puissance russe <sup>(21)</sup>.

En conclusion, le coup d'État manqué de juillet 2016 a eu des implications inattendues sur l'état des relations russo-turques. Cette évolution, qui constitue une nouvelle « surprise stratégique » pour les Occidentaux, semble vouée à se renforcer, accroissant les menaces dans de nombreux domaines. En effet, la réactivation des idéologies pantouraniste et eurasiste, observée respectivement dans les cercles rapprochés des présidents Erdogan et Poutine, est susceptible de favoriser la réorientation de la Turquie vers le Caucase et l'Asie centrale, et de l'éloigner ainsi – peut-être définitivement – des structures euro-atlantiques.

---

(20) « *General Staff: Russia-Turkey balance of force in Black Sea has changed over years* », Agence TASS, 14 septembre 2016 ([www.tass.com/defense](http://www.tass.com/defense)).

(21) Jonathan Altmann : « *Russian A2/AD in the Eastern Mediterranean - A growing risk* », *Naval War College Review*, hiver 2016, Vol. 69, n° 1, p. 72-84.